

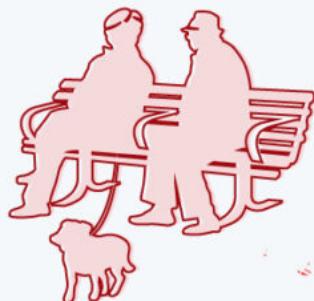
Ecrit par le 12 février 2026

Où part-on le plus tôt (et le plus tard) à la retraite en Europe ?

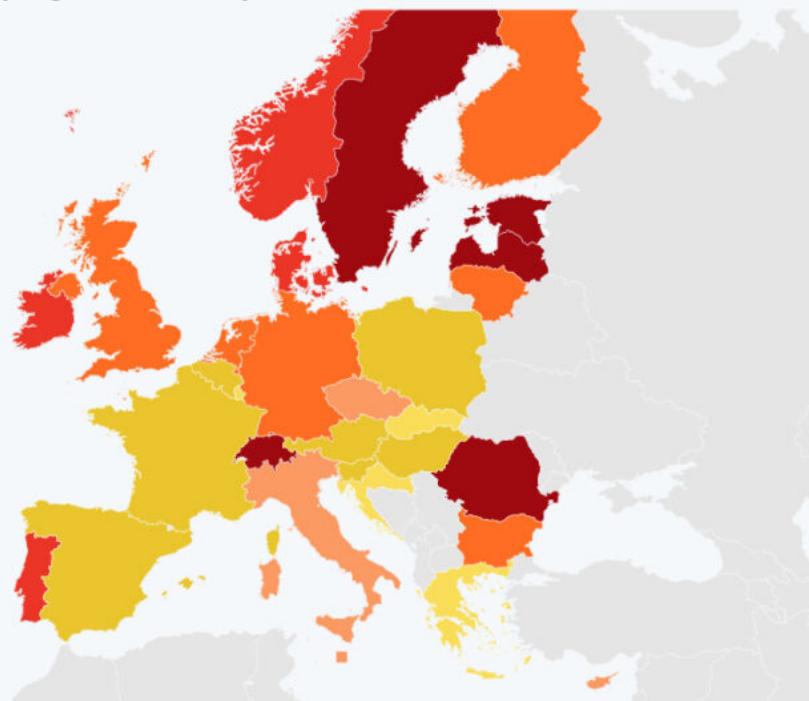
Où part-on le plus tôt (et le plus tard) à la retraite ?

Âge effectif moyen de sortie du marché du travail dans une sélection de pays d'Europe en 2020 *

Moyenne UE-27 :
62 ans



- 60 ans
- 61 ans
- 62 ans
- 63 ans
- 64 ans
- 65 ans



* Moyenne pour l'ensemble de la population active basée sur les taux de participation au marché du travail (différente de l'âge légal de départ). Données arrondies.

Source : OCDE



statista 

Ecrit par le 12 février 2026

Alors que s'annonce ce mardi 31 janvier la seconde grande journée de mobilisation contre la réforme des retraites, [Statista](#) propose un tour d'horizon de l'âge moyen de départ en retraite dans les pays européens.

Dans la plupart des pays, l'âge effectif moyen de sortie du marché du travail est inférieur à l'âge officiel d'accès à une retraite à taux plein. Dans l'Union européenne, par exemple, la majorité des États membres ont fixé l'[âge légal de départ à la retraite](#) aux alentours de 65 ans (62 à 67 ans), mais les Européens quittent en moyenne plus tôt le monde professionnel, comme l'indiquent les [statistiques](#) de l'OCDE.

En Europe, c'est en Suède, en Islande, en Suisse, en Lettonie, en Estonie et en Roumanie que l'on sort du marché du travail le plus tard, soit en moyenne à 65 ans (hommes et femmes confondus). À l'opposé, l'âge moyen de sortie du [marché du travail](#) se situe autour de 60 ans au Luxembourg, en Slovaquie, en Croatie et en Grèce. Parmi les pays où l'on part le plus tôt à la retraite sur le continent, on trouve également la France, la Belgique, l'Espagne et l'Autriche (61 ans), alors que la moyenne de l'UE des Vingt-Sept s'établit à 62 ans (données de 2020).

Sur le même sujet, nos infographies sur : l'[espérance de vie en bonne santé](#) et la [situation financière des retraités](#) en Europe.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

CPME84 : 'le télétravail en tant que promoteur d'un nouveau dialogue social'

Ecrit par le 12 février 2026



Jeudi 6 octobre, un colloque sur le thème 'le télétravail en tant que promoteur d'un nouveau dialogue social' est organisé par l'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation collective.

L'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation collective, dans lequel participe activement la confédération des petites et moyennes entreprises de Vaucluse ([cpme84](http://cpme84.org)), organise un colloque, jeudi 6 octobre, sur le thème : 'le télétravail en tant que promoteur d'un nouveau dialogue social'.

Ce colloque comprendra trois parties : l'aspect juridique, l'aspect médical et un retour d'expérience.

Informations pratiques

Colloque organisé le jeudi 6 octobre, à 17h30 - Salle Folard, 709 rue de Folard, Morières-Lès-Avignon - inscription ferme et définitive sur contact@cpme84.org - contact au 04 90 14 90 90.

Ecrit par le 12 février 2026



INVITATION

L'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation collective vous convie au colloque :

LE TÉLÉTRAVAIL EN TANT QUE PROMOTEUR D'UN NOUVEAU DIALOGUE SOCIAL

**JEUDI OCT 6 2022
17h30**

- Aspects juridiques
- Aspects médicaux
- Retour d'expérience

SALLE FOLARD
709 rue de Folard
84 310 Morières-Lès-Avignon

**S'INFORMER
DES RÈGLES DU
DIALOGUE SOCIAL**

© Photographe Fischer - Stratégie agence And Nine Communication

Ecrit par le 12 février 2026

Inscription préalable obligatoire sur contact@cpme84.org © DR cpme84

Isle-sur-la-Sorgue : Job Appart victime de son succès



A l'Isle-sur-la-Sorgue en plein centre ville, l'association [Job'Appart](#) propose une aide alimentaire et un accompagnement pour des personnes en précarité financière. Chaque jour, le local ouvre ses portes pour une préparation de repas suivie de deux services à table. Depuis le

Ecrit par le 12 février 2026

covid, le nombre de bénéficiaires à doublé.

Au départ, l'association fondée par le psychanalyste et diacre Jean-Louis Andreani en 1995 avait pour vocation d'accompagner au logement ainsi qu'à l'emploi. Les premières aides alimentaires étaient à hauteur d'une cinquantaine de repas par jour moyennant une participation de 50 centimes, pour ceux qui le pouvaient. Tous les repas étaient préparés par des bénévoles et servis ('la table de Job') sur deux services à midi et 13h: une soupe, un plat de résistance, un fromage et un dessert.

"Très rapidement, on est passé de 50 repas par jour à 80 repas et maintenant on est autour de 100 à 130 repas distribués par jour, constate Fanny Frauciel, directrice de l'association.

Avec le covid, l'association a fermé ses portes et trouver une solution. Finalement, c'est par l'attribution de repas en boîte à l'extérieur du local (Job Drive) qu'elle a pu se maintenir.

"C'est à ce moment-là qu'on s'est rendu compte que beaucoup de personnes étaient dans le besoin mais ne venaient pas manger. Elles n'osaient pas venir parce que les principales personnes qui venaient étaient des gens de la rue. Mais beaucoup de personnes avaient besoin de manger, notamment équilibré," poursuit Fanny Frauciel. Depuis, de nouveaux profils font surface. Beaucoup plus de familles viennent chercher leur repas, notamment des familles nombreuses, des mères seules et des couples. Mais la plus grande majorité des nouveaux bénéficiaires sont retraités ou étudiants.

Une transition difficile

Pour la trentaine de bénévoles, l'idéal était d'arriver, après le Covid, à continuer la distribution alimentaire à l'extérieur mais de reprendre 'la table de Job' qui fournissait un véritable intérêt pour les personnes à la rue et les plus oubliés, leur permettant de manger assis, tous ensemble et de partager ce moment.

"Le problème, indique la directrice et ancienne éducatrice spécialisée, c'était qu'on arrivait plus à faire 100 repas. C'était un calcul tous les matins pour savoir ce qu'on allait faire et comment on allait le faire." C'est grâce au projet France Relance, pour lequel l'association a été lauréate, que celle-ci a pu continuer de servir les repas. L'année dernière, le préfet du Vaucluse est venu annoncer en personne l'attribution de 75 000€. Une somme qui a permis d'effectuer des travaux d'optimisation de la cuisine, de la réserve, de passer de 1 à 3 salariées.

Au bout du compte, c'est de façon tout juste suffisante que l'association se maintient chaque année même si elle bénéficie de subventions du conseil départemental de Vaucluse, du Conseil régional pour l'aide alimentaire, d'apports de fondation qui financent des projets chaque année (Grand Delta Habitat, Saint François d'Assises) et d'entraide de particuliers qui soutiennent le projet par des dons.

"On avance grâce à tout ça mais on a toujours la boule au ventre, on n'est jamais très à l'aise" rappelle Fanny Frauciel.

Une aide qui va bien au-delà des repas

Au-delà de la distribution des repas, l'association met en place tout un système d'accompagnement pour les bénéficiaires. Au-dessus du local, un hébergement d'urgence est ouvert avec quelques lits pour des périodes de courtes durées. Tous les matins, pendant que les bénévoles épluchent, trient, ramassent et cuisinent, Fanny s'entretient avec des bénéficiaires pour un accompagnement social spécifique (aide vers l'hébergement, médicale, administrative) en collaboration avec les partenaires sociaux du secteur.

Car à l'Isle-sur-la-Sorgue, Job'Appart n'est pas seule et bénéficie de l'aide d'autres associations comme

Ecrit par le 12 février 2026

Les restos du cœur, La Croix Rouge, le Secours Catholique, les 3 Eco, pour l'accompagnement de l'aide au logement ou encore de la Cigalette pour l'aide administrative et l'accompagnement de l'apprentissage de la langue française. Un réseau actif qui permet le bon fonctionnement des associations et facilite la coordination.

“La table de Job et Job Drive sont une entrée pour les personnes qui n’osent pas forcément demander de l’aide. Par ce biais là, les bénéficiaires prennent confiance et viennent ensuite chercher une aide, principalement administrative. Les trois quart n’ont pas de poste informatique ou ne savent pas l’utiliser.”



Une situation qui traduit ‘un mal-être’

Si le nombre de bénéficiaires a augmenté si drastiquement, ce n'est pas un hasard. En tout, on retrouve dans le Vaucluse une dizaine d'associations d'aide alimentaire. Une présence indispensable pour le 5ème département le plus pauvre de France avec 11,5% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté en 2021, contre 9,5% en 2017.

Néanmoins, la directrice de Job'Appart y voit du positif et relativise sur le sujet. “L'Etat ne peut pas tout gérer. On voit bien que tout cela traduit un mal-être. Malgré tout, on perçoit un tissu associatif qui se

Ecrit par le 12 février 2026

renforce, que les particuliers entre eux s'entraident. Cette situation actionne tout un système de solidarité, qui ne fonctionne que parce que cela reste associatif, qu'on reverse ce que l'on reçoit et qu'il n'y a aucun but lucratif derrière. Les gens donnent à leur manière et en fonction de leur capacité. Beaucoup de bénéficiaires sont aussi bénévoles. Sur 300 foyers qu'on aide, peut-être 5 ou 6 vont abuser du système, et encore ce n'est pas sûr. Certains vont aller dans 3 associations en un jour et redistribuer à ceux qui n'y vont pas. Chacun effectue un échange à sa manière. Le principal est de ne pas faire de l'associatif inutile et d'accompagner vers l'autonomie," insiste Fanny Frauciel.

Pour faire un don: <https://www.leetchi.com/c/un-don-pour-job-appart>

1re AG pour la nouvelle présidente de la Banque Alimentaire de Vaucluse

Ecrit par le 12 février 2026



Après 2 ans de 'distanciel', Stéphanie Sergeant a pu animer cette assemblée en présentiel avec ses équipes de salariés et bénévoles et avec les représentants des 72 associations qui profitent des collectes de la Banque Alimentaire (BA84) de Vaucluse.

Lors de son rapport moral, elle a rappelé les fondamentaux de la BA 84 créée en 1995 : « Lutter contre le gaspillage alimentaire en récupérant le surplus du secteur agro-alimentaire et des grandes et moyennes surfaces, apporter une aide alimentaire aux plus démunis, participer à une solidarité active et responsable et aider les précaires à retrouver l'estime de soi ». Le Vaucluse affiche le plus haut taux de pauvreté de la Région Sud avec 20% de personnes vivant au-dessous du seuil minimal, 21,9% de bas revenus, 11% de chômeurs (au lieu de 9,7% en PACA) et 44,2% de familles monoparentales (42% en Provence Alpes Côte d'Azur).

Résultat : en 2021, la Banque a recensé 35 000 demandeurs d'aide alimentaire (contre 33 500 en 2020) soit un afflux de 1 500 bénéficiaires supplémentaires en Vaucluse, notamment des jeunes, étudiants et chômeurs. « Nous avons toujours besoin de bénévoles, de chauffeurs poids-lourds, d'opérateurs de tri, de

Ecrit par le 12 février 2026

préparateurs de commandes, de distributeurs de denrées, de conducteurs de transpalettes et de chariots-élévateurs » précise Stéphanie Sergeant.

Hausse du volume de nourriture distribué

Un coup dur a impacté le fonctionnement de la Banque Alimentaire l'été dernier : l'incendie de la chambre froide, pour un coût de près de 278 000€. Sans parler de la perte de tonnes de surgelés (autour de 50T). Malgré tout, la BA 84 a distribué 1 328 tonnes de nourriture, contre 1 127 en 2020 soit +17,83%. Un dynamisme qui a surnagé en période de crise sanitaire grâce à la motivation des équipes, à la générosité des donneurs, à l'aide financière plus importante de la part des collectivités (mairie, département, région, Etat, Union Européenne) et une subvention de 'France Relance' de 100 000€ qui doivent permettre d'acquérir sous peu 2 camions frigorifiques de 3,5T pour les ramasses quotidiennes.

Vers une collecte de printemps ?

Parmi les actions impulsées par celle qui a succédé à Anny Paly, la vérification régulière des chambres froides et des locaux, le respect de la chaîne du froid, le contrôle des dates et des étiquetages de péremption, la reconduction des protocoles de nettoyage et de désinfection des camions et des bacs avant livraison des colis auprès des associations caritatives, épiceries sociales et maraudes. Et peut-être en 2023 une 'Collecte de printemps' puisque la précarité alimentaire existe 4 saisons par an.

Un représentant du bureau national des Banques Alimentaires (79 en France) a précisé que la crise sanitaire a fait grimper de 6% la demande en 2020, avec 225 millions de repas pour 2,1 millions de bénéficiaires. « En Europe, 7% de la population ne mange pas à sa faim. Et ce n'est pas avec la flambée du prix des carburants et des matières premières que ça va s'arranger. Sans parler de la guerre en Ukraine qui a provoqué une vague de générosité des particuliers ou des entreprises. Elle va durer, nous devons donc nous organiser pour faire partir des convois de denrées vers la Roumanie, la Pologne et la Moldavie en étant sûr qu'il n'y aura pas de pertes sur place, qu'elles arriveront bien à destination des femmes, enfants et hommes qui en ont réellement besoin. »

Les dates de la grande collecte d'automne

La grande collecte d'automne aura lieu les 25, 26 et 27 novembre 2022. La Banque Alimentaire compte sur vous tous, jeunes et anciens, y compris les élèves des écoles maternelles et élémentaires des collèges et lycées qui avaient déjà participé l'an dernier avec leurs parents et leurs professeurs. Ils avaient rassemblé à eux seuls 876kg de produits secs, certains d'entre eux avaient même reçu un diplôme 'd'ambassadeurs' de la Banque Alimentaire 84. Vous pouvez vous inscrire en amont pour participer à ces journées de collecte sur 'jeveuxaider.gouv.fr'.

Ecrit par le 12 février 2026

Usufruit locatif, Perl et Erilia s'associent pour construire en zones tendues



Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle Aquitaine, ces trois régions ont été définies par Perl, filiale de Nexity et Erilia comme des zones stratégiques de construction. Ambition ? Construire 450 logements sociaux, intermédiaires et abordables, en zones tendues, dans les trois ans. Avec quels outils ? L'usufruit locatif social et locatif intermédiaire (ULS et ULI).

L'idée provient à la fois de l'énorme potentiel d'épargne actuellement disponible et du peu de produits financiers proposé ce dont Tristan Barrès, directeur général de Perl, se fait l'écho : «L'épargne privée disponible est abondante. Elle doit être davantage utilisée pour renforcer la production de logements abordables en complément de la production classique.»

Du côté d'Erilia

«Ce partenariat nous permet d'offrir une solution complémentaire à nos offres habituelles, précise Frédéric Lavergne, directeur général d'Erilia. En zone tendue, le dispositif d'ULS a déjà fait ses preuves, d'ailleurs nous l'éprouvons depuis plus de 10 ans. Ce partenariat avec Perl, leader de ce dispositif, viendra ajouter une brique à nos solutions immobilières traditionnelles.»

En savoir plus sur Perl

Perl est un spécialiste en investissement en nue-propriété adossé à l'usufruit locatif « ce qui permet de produire du logement abordable en mobilisant de l'épargne privée et en construisant en cœur de villes et dans les grandes métropoles où croît la tension foncière. » La promesse de l'entreprise ? « Produire des

Ecrit par le 12 février 2026

logements à loyers abordables sur l'ensemble du territoire, en mobilisant une épargne privée, socialement responsable et économiquement performante. »

Qu'est-ce que l'usufruit locatif ?

Le modèle d'Usufruit locatif social associe investisseurs privés, collectivités locales et bailleurs sociaux dans la production de logements, neufs ou anciens. Il repose sur un démembrement de propriété : l'usufruit du bien est détenu par un bailleur social tandis que sa nue-propriété appartient à un investisseur privé. Le bailleur social loue les logements à des ménages sous conditions de ressources, moyennant des loyers sociaux ou intermédiaires. Le nu-propriétaire, quant à lui, ne perçoit aucun loyer mais il bénéficie d'un régime fiscal favorable et le bailleur social lui garantit la libération du bien et sa remise en état à l'échéance de la convention.



Exemple de construction DR

Avantages de l'usufruit locatif social

Pour l'acquéreur de la nue-propriété Ce dispositif d'investissement locatif connaît un succès croissant. En effet, l'acquéreur de la nue-propriété achète un bien immobilier pour un prix réduit par rapport à sa valeur en pleine propriété et bénéficie d'avantages fiscaux (intérêts d'emprunts déductibles d'éventuels revenus fonciers, réduction de la base imposable à l'ISF) pendant le démembrement de propriété ; l'usufruit locatif social peut également être utilisé comme outil de transmission du patrimoine.

Pour le bailleur social

L'acquisition de l'usufruit peut être intégralement financée par les loyers ;

Ecrit par le 12 février 2026

Pour la collectivité locale

Les logements entrent dans le quota de logements sociaux de la loi SRU ;

Pour les pouvoirs publics

Le dispositif permet d'augmenter l'offre de logements sociaux là où leur financement est le plus difficile, en **zone tendue**, sans qu'il soit nécessaire de les subventionner.

Dans le détail

Le démembrement de propriété consiste à séparer la pleine propriété d'un bien en la partageant entre la nue-propriété (droit de disposer du bien) et l'usufruit (droit d'usage du bien, c'est l'« usus » mais aussi droit d'en percevoir le « fructus », les loyers). Ainsi, en démembrant un bien, il y a la personne qui possède le bien et celle qui l'utilise. C'est sur ce principe que l'usufruit locatif social s'est basé pour compléter les différents modes de financement du logement social. Depuis 2006, ce nouveau mode de financement est d'ailleurs encadré par la loi ENL (Engagement National pour le Logement).

Ce type de programme se développe donc dans de nombreuses villes, notamment celles qui connaissent une importante tension foncière et qui doivent développer leur offre de logements sociaux. Avec le mécanisme de l'usufruit locatif social, **l'investisseur fait l'acquisition de la nue-propriété d'un bien immobilier neuf et il n'en paie en moyenne que 60% du prix**. Ce montant peut varier entre 50 et 70% selon la durée de l'usufruit notamment, mais dans tous les cas, il n'achète donc que la nue-propriété du logement.

L'usufruit de ce même bien est alors acquis par un bailleur social pour une durée qui peut s'étendre de 15 à 20 ans. C'est ce même bailleur social qui est en charge de louer le bien sous condition de ressources, d'où la notion d'usufruit locatif « social ». L'acquéreur de la nue-propriété n'a donc pas à se soucier de la gestion locative du bien puisque c'est le bailleur social qui s'en charge et qui, d'ailleurs, en perçoit les loyers. Cet usufruit est temporaire, il est défini par la durée du bail signé.

A terme, c'est l'acquéreur de la nue-propriété qui récupère la pleine propriété du logement. A lui de choisir de poursuivre la location (avec ce même locataire ou non) ou de revendre le bien. Il peut aussi très bien choisir d'y habiter. Dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de décider de donner congé au locataire 6 mois avant la fin de l'usufruit. (Source Notaires.fr)

Erilia en chiffres en 2020

Erilia réalise un chiffre d'affaires de 388,9M€, loge 127 816 personnes, a mis 1 290 logements en chantier et en a livré 248. La société à mission accueille 910 collaborateurs dont 614 sont dévolus aux services de proximité. Erilia est agréée organisme de foncier solidaire pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Occitanie, Corse, Nouvelle Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes. Son cœur de métier ? la construction en maîtrise d'œuvre directe, en acquisition amélioration, en Vefa (vente en état futur d'achèvement) en aménagement, accession sociale à la propriété, en vente de patrimoine et gestion de co-propriété. www.erilia.fr

Ecrit par le 12 février 2026



Exemple de construction DR

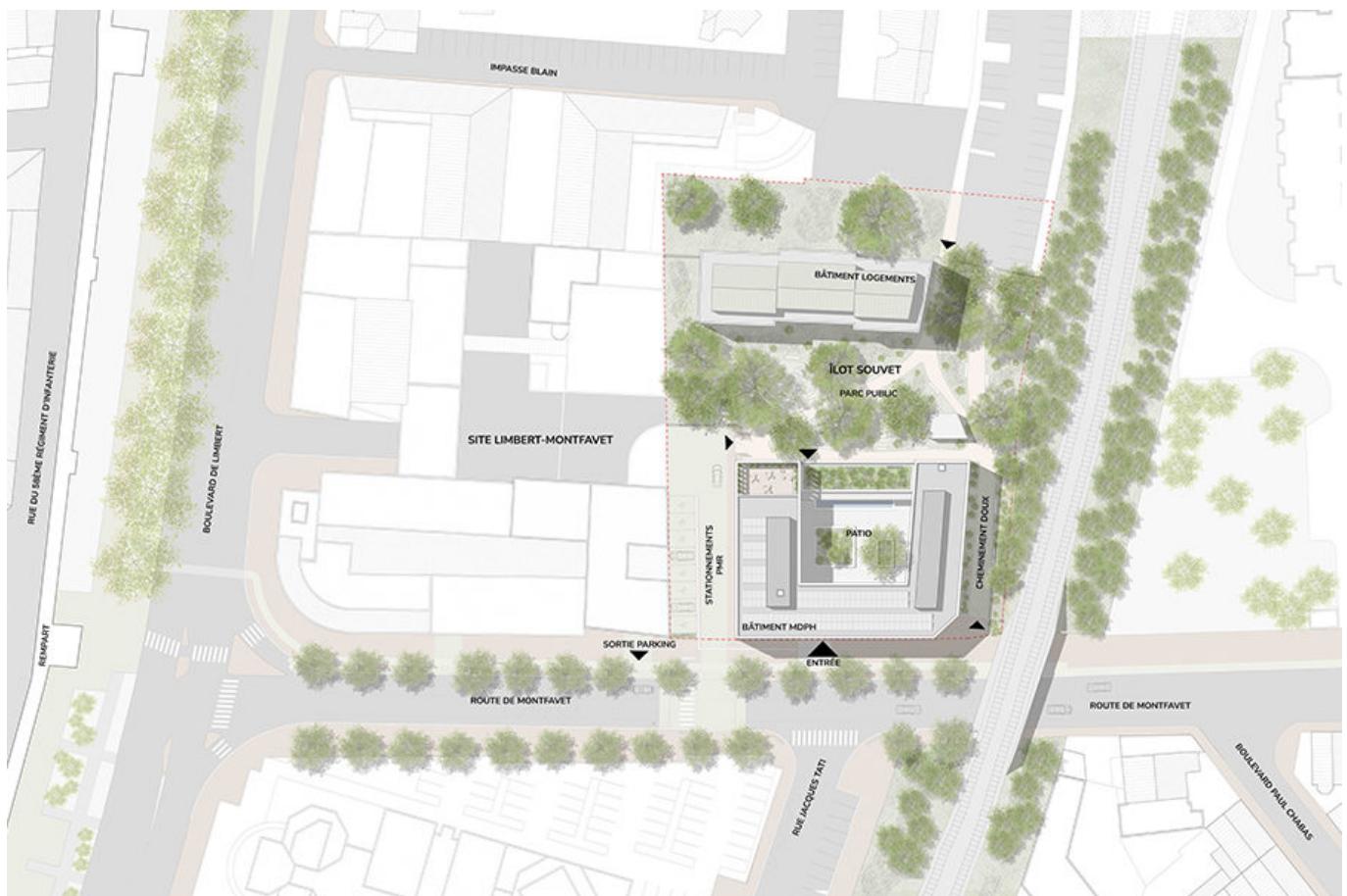
A la découverte de la future Maison des personnes handicapées de Vaucluse

Ecrit par le 12 février 2026



Le Conseil départemental de Vaucluse vient de désigner l'équipe lauréate de l'appel à projet pour la construction de la nouvelle Maison des personnes handicapées (MDPH) du Département à Avignon. Il s'agit de [l'agence marseillaise Leteissier-Corriol](#) qui sera en charge de la maîtrise d'œuvre de ce chantier devant débuter début 2023 pour une livraison attendue fin 2024. D'un montant total de 8,9M€, les travaux prévoit la construction d'un bâtiment de 2 700m² en R+3 au niveau de l'îlot Souvet, situé derrière le palais de justice, juste en face, de l'autre côté de la route de Montfavet.

Ecrit par le 12 février 2026



© Agence Leteissier-Corriol

Conception bioclimatique

Le bâtiment affichera une identité 'méditerranéenne' et sera conçu en intégrant une conception bioclimatique. Les façades seront traitées en pierre claire de manière unitaire alors que les ouvertures offriront un jeu de lumière tout en protégeant du soleil. Des ouvertures étroites du rez-de-chaussée sont par ailleurs prévues pour garantir intimité et sécurité.

A l'image d'un cloître, le cœur de l'édifice abritera un patio avec son bassin, sa galerie, son préau et ses espaces plantés. Ce lieu 'apaisant' sera surplombé d'une passerelle à R+1 (située à l'arrière du lieu) visant à faire transition entre le volume institutionnel de la MDPH à R+3 et l'espace naturel du parc.

Ecrit par le 12 février 2026



© Agence Leteissier-Corriol

« Cette opération est un projet fédérateur qui regroupe les services de l'ancienne MDPH et la Direction des personnes âgées et personnes handicapées, explique l'agence dirigées par [les architectes Elisabeth Leteissier et Jean-Luc Corriol](#). Notre approche se devait d'être exemplaire sur tous les plans. Un soin tout particulier a été apporté dans la conception architecturale et l'aménagement des lieux, compte-tenu de la vocation du bâtiment : assurer le meilleur confort d'usages pour tous, une accessibilité sans discrimination dans un lieu où la signalétique sera de haute lisibilité. »

Ecrit par le 12 février 2026



© Agence Leteissier-Corriol

Mieux accompagner le handicap

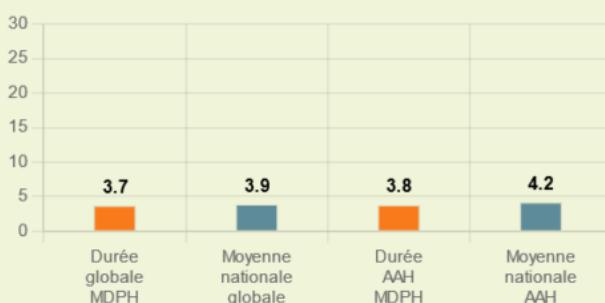
Actuellement située boulevard Limbert, la MDPH de Vaucluse a pour mission l'accueil, l'information, l'accompagnement et le conseil des personnes handicapées et de leur famille, ainsi que de sensibilisation des citoyens au handicap. Dans ce cadre, la MDPH 84 met en place une équipe pluridisciplinaire qui évalue les besoins de la personne handicapée et une commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) qui prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne dans son champ de compétences.

Selon [le baromètre du CNSA](#) (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie), le Vaucluse affiche des taux de traitement des demandes inférieurs à la moyenne nationale que ce soit en matière de AAH ou de MDPH (voir graphique ci-dessous). De quoi afficher un taux de satisfaction de 76% en Vaucluse en ce qui concerne l'expression des besoins.

Ecrit par le 12 février 2026

Durée moyenne de traitement des demandes (en nombre de mois)

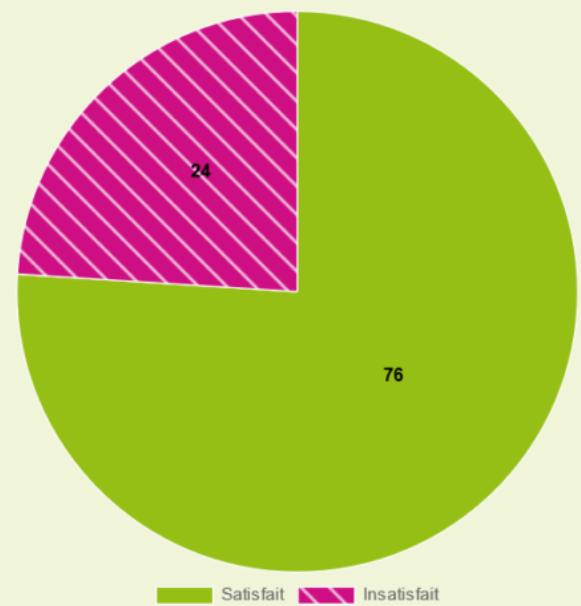
Deuxième trimestre 2021



Délai moyen de traitement des demandes d'AAH à la MDPH par rapport à la moyenne nationale. Délai moyen de traitement de l'ensemble des demandes à la MDPH par rapport à la moyenne nationale.

Taux de satisfaction en matière d'expression des besoins (en %)

Année 2020



Proportion de répondants satisfaits et insatisfaits concernant l'expression de leurs besoins et souhaits à la MDPH.

En France, depuis 2019, la durée moyenne de traitement d'un dossier a diminué de 15% en passant de 4,6 mois à 3,9 mois au 2e trimestre 2021. Cette durée moyenne est de 3,4 mois pour les dossiers concernant des enfants et 4,2 mois pour les dossiers des adultes. Dans le même temps, la durée de traitement des demandes d'Allocation Adulte Handicapé (AAH) est passée de 4,8 mois à 4,2 mois. Aujourd'hui, la durée moyenne de traitement d'un dossier est encore supérieure à 5 mois dans 18 départements, alors qu'elle est inférieure à 4 mois dans 62 départements. S'agissant des droits à vie ouverts pour l'AAH, près de 61 départements respectent l'objectif fixé par le gouvernement à 65% des dossiers traités, alors que 18 départements ont une moyenne inférieure ou très inférieure à 50% des dossiers traités. L'objectif est de réduire ces délais à 3 mois en 2022.

Pour le Vaucluse, la part des droits attribués sans limitation de durée concernant l'allocation adulte handicapé s'élève à 75% contre 64% au niveau national alors que la durée des droits ouverts en matière de scolarisation est de 29,8 mois contre 30,8 à l'échelle hexagonale.

Ecrit par le 12 février 2026

Parc naturel régional du Mont Ventoux : Comment favoriser l'alimentation territoriale ?



Une agriculture de qualité en circuit court, rémunératrice pour le producteur et respectueuse de l'environnement. Ce sont les atouts des Projets alimentaires territoriaux, soutenus par le plan de relance.

C'est dans ce cadre que le [Parc naturel régional du Mont-Ventoux](#) lance son [Projet Alimentaire Territorial \(PAT\)](#) actuellement en phase de diagnostic alimentaire, invitant les agriculteurs, transformateurs, distributeurs, associations, citoyens, élus et techniciens à participer.

Venez nombreux

Une série de rencontres se tiendra en 2022 afin de construire l'accessibilité à une alimentation saine, locale, de qualité, respectueuse de l'environnement au bénéfice du plus grand nombre.

Les enjeux

Ecrit par le 12 février 2026

Le projet alimentaire territorial ? C'est mettre au jour les dimensions économique, environnementale et sociale. Economique avec la structuration et consolidation des filières dans les territoires, le rapprochement de l'offre et de la demande, le maintien de la valeur ajoutée sur le territoire, la contribution à l'installation d'agriculteurs et à la préservation des espaces agricoles ;

L'environnement

La dimension environnementale appelle le développement de la consommation de produits locaux et de qualité, la valorisation d'un nouveau mode de production agroécologique, dont la production biologique, la préservation de l'eau et des paysages, la lutte contre le gaspillage alimentaire ;

La dimension Sociale

Contribue à l'éducation alimentaire, à la création de liens, à l'accessibilité sociale, au don alimentaire, à la valorisation du patrimoine. Plus d'infos auprès d'Aurore Navarro, chargée de mission du PAT (Projet alimentaire territorial) sur aurore.navarro@parcduventoux.fr

MH

Ecrit par le 12 février 2026



5e conférence régionale contre la pauvreté

Ecrit par le 12 février 2026



C'est chez **Proman** que s'est déroulée la 5^e Conférence régionale sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Ni dans une préfecture, ni dans une mairie, ni dans une Chambre de commerce et d'industrie, ni dans une Chambre des métiers et de l'artisanat mais bien dans les locaux d'une entreprise-leader des Alpes-de-Haute-Provence et 4^e acteur européen sur le marché du travail en intérim et du recrutement en CDD et CDI.

Et ce choix d'une entreprise est celui de son président-fondateur, **Roland Gomez**. A 70 ans passés, il affiche un chiffre d'affaires de 2,387 milliards d'euros, emploie 3 000 collaborateurs permanents et 75 000 intérimaires dans 14 pays. Mais ce patron n'est pas qu'un homme d'affaires, c'est avant tout un homme de cœur. Il se plaît à citer Henry Ford : « L'entreprise doit faire des profits, sinon, elle mourra. Mais si l'on tente de faire fonctionner une entreprise uniquement sur le profit, alors elle mourra car elle n'aura plus de raison d'être ». Pour lui, la performance économique et la solidarité ne sont pas antinomiques, au contraire. « Il faut des synergies pour construire une société plus généreuse qui donne leur chance aux plus fragiles, ceux qui sont au bord de la route. »

Ecrit par le 12 février 2026

« Il faut construire une société plus généreuse. »

Roland Gomez, président fondateur de Proman



Roland Gomez, fondateur de Proman.

Une vision qui résonne en totale harmonie avec la '[Stratégie pauvreté](#)' lancée en septembre 2018 par le Président de la République. D'autant que La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 3^e région de France Métropolitaine la plus touchée par la pauvreté, après la Corse et Les Hauts de France ([le Vaucluse le 5^e département le plus pauvre](#) de l'hexagone avec un taux 20%).

[Joëlle Chenet](#), Commissaire auprès du Préfet de Région en charge de la stratégie anti-pauvreté et cheville ouvrière de cette conférence insiste : « La crise sanitaire a généré des alliances inédites, le soutien de l'Etat a permis de maintenir le pays debout mais les inégalités sont parfois encore plus visibles. Et si cette crise était l'élément déclencheur d'une société plus inclusive, d'une prise de conscience collective de la nécessité de bâtir les fondations d'une relation plus étroite entre les entreprises et le territoire, ses habitants, ses élus et le monde associatif ? »

Ecrit par le 12 février 2026

Le Préfet de région [Christophe Mirmand](#) le martèle : « Il nous faut prévenir la reproduction de la pauvreté et en sortir par l'emploi ». De citer quelques chiffres de ce qu'a mis en œuvre la Préfecture de la Région Sud depuis le Covid : « 7 000 jeunes ont pu s'insérer grâce à la 'Garantie Jeunes', 8 600 décrocheurs ont été pris en charge, 4 800 personnes ont bénéficié d'un accompagnement global de Pôle-Emploi, 1 200 sans-abris ont eu accès à un logement autonome, 230 places de crèches ont été créées. »

860M€ pour la relance en Paca

Il a décliné aussi le Plan de relance en Paca (860M€) : « 590 000 salariés ont été indemnisés par le chômage partiel, 211 000 entreprises ont touché le Fonds de Solidarité. On compte 163 000 bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active), 25 000 de l'Allocation Solidarité, 94 000 de l'Allocation Adulte Handicapé, 351 000 foyers qui ont reçu une aide exceptionnelle de solidarité ainsi que 37 500 jeunes de moins de 25 ans qui ont reçu un coup de pouce ». Autre chiffre significatif, l'aide alimentaire versée par l'Etat. Elle a carrément été multipliée par 12 en 2020, passant de 1M€ à 12M€...

S'agissant des Alpes de Haute-Provence lieu de la Conférence Régionale : « Elles représentent seulement 3% de la population de la Région Sud (avec un taux de pauvreté de 17%, et 28% de jeunes hors formation professionnelle) mais 22% du territoire. Il faut donc mutualiser toutes les énergies pour une société plus inclusive et tricoter de nouveaux partenariats pour mieux vivre ensemble » a conclu le Préfet de Région.

Ecrit par le 12 février 2026



Christophe Mirmand, préfet de Région.

« Simplement solidaire »

Dans son intervention, Roland Gomez a insisté : « L'humain est au centre de nos préoccupations, aux côtés des associations, des missions locales, des écoles de la 2^e chance. En France, 1 million et demi de mineurs vivent sous le seuil de pauvreté, 2 enfants sur 3 ne partent pas en vacances ». Lui qui a créé la '[Fondation Proman](#)' en 2019 dont la devise est 'Simplement solidaire' le dit : « Nous devons aller encore plus loin au service des plus vulnérables, c'est un enjeu social déterminant et un impératif quotidien. Nos motivations sont simples : incarner les valeurs de l'entreprise, bienveillance, humanité ».

Lors de la première table ronde sur 'Les entreprises- collectivités locales-associations partenaires de la cohésion sociale des territoires', [Daniel Margot](#), président de la CCI 04 et patron de '[La Savonnerie de Haute-Provence](#)', a préconisé la visite régulière des entreprises du département par les écoliers, collégiens, lycéens pour connaître les débouchés locaux, les filières mais aussi les métiers de demain avec les énergies renouvelables. « Avant c'était marche ou crève avec un productivisme à outrance, maintenant le personnel est mieux traité, travaille dans de meilleures conditions, le patron échange, partage avec ses collaborateurs, c'est un facilitateur dans un climat de confiance. »

Ecrit par le 12 février 2026

A la rencontre des jeunes isolés

Autre intervenant, [Bruno Galy](#), directeur régional des '[Apprentis d'Auteuil](#)' qui ont des antennes à Tarascon, Arles, Marseille, Toulon, Brignoles et Nice. Crée en 1866 pour secourir les orphelins des rues, cette fondation a été reconnue d'utilité publique en 1929. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle s'occupe de près de 4 000 jeunes et familles. « Le but est qu'ils deviennent des adultes épanouis. La relation en entreprise a évolué, c'est davantage une alliance. Nous avons un 'Bus des possibles' qui quadrille la région, surtout en milieu rural pour rencontrer les jeunes isolés et les raccrocher à un projet de vie, leur montrer le chemin de la dignité. Comme le colibri nous apportons de l'eau, goutte après goutte, mais nous n'avons pas la folie des grandeurs et la prétention de sauver le monde. »

Pour conclure, [Jean-Michel Scuitto](#), directeur risques, audit, éthique et RSE chez [GSE](#) à Avignon et représentant de '[Global Compact](#)' a rappelé ce qu'était ce relais des Nations-Unies : « Un cadre d'engagements universels et volontaires articulé autour de principes relatifs au respect des Droits Humains, des normes internationales du travail, de l'environnement et de lutte contre la corruption ». Il avait été initié au Sommet de Davos en 1999 par Kofi Annan pour éliminer le travail forcé ou obligatoire, les discriminations et le travail des enfants.

Recruter autrement

Seconde table ronde 'Recruter autrement', avec d'entrée de jeu une annonce-choc de [Mathilde Dufourcq](#), ancienne présidente du CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) et directrice générale [d'APS-Prévoyance](#) à Châteaurenard : « Chez moi, ni CV (curriculum vitae), ni lettre de motivation ! »

« On a cassé la chaîne de la pauvreté. »

Mathilde Dufourcq, directrice générale d'APS-Prévoyance

A la tête d'une société d'utilité sociale créée par son père, [Jacky Dufourcq](#), en 1985, elle travaille sur les Bouches-du-Rhône, le Gard et le Vaucluse dans le secteur de la santé. « Je donne sa chance à chacun à l'issue d'un entretien d'embauche 'face to face'. Les plus motivés sont pris, un plan de formation de 400 heures a été réalisé depuis 5 ans, le taux de réussite est de 60%. On a cassé la chaîne de la pauvreté, on a aidé les plus démunis, ils ont retrouvé l'estime de soi. On peut allier envie personnelle et business, la preuve : on fait des bénéfices, donc ce modèle est viable et me donne une bonne raison de me lever chaque matin. »

Pour sa part, Didier Long, président de [l'Union des Entreprises des Alpes-de-Haute-Provence](#) a un credo : « Chacun a un potentiel, une compétence, un rôle à jouer pour contribuer à l'essor du territoire et des jeunes. Même les autistes! Ils ont une rigueur extrême, si vous leur dites de mettre 31 grammes de sucre, vous ou moi on en mettra 30, 35 mais lui 31, avec toujours les mêmes gestes précis ».

Nul n'est inemployable

Autre intervenant, [Laurent Laïk](#) de '[La Varappe](#)' à Aubagne. Il part d'un principe simple : « Nul n'est

Ecrit par le 12 février 2026

inemployable et l'entreprise est le meilleur lieu pour insérer ceux qui sont au bord du chemin ». Et il sait de quoi il parle, il édite 6 000 bulletins de salaire par mois avec des structures qui travaillent dans le secteur de la revalorisation des déchets, de l'éco-construction et du médico-social dans toute la France sauf les Hauts de France. « On a du mal à recruter, l'ascenseur social ne fonctionne plus alors qu'avant on brisait le plafond de verre en une génération. Maintenant, il est bloqué au rez-de-chaussée et il faudra 16 générations pour s'en sortir ». Laurent Laïk a aussi signé un partenariat avec Vinci autoroutes et a recruté 70 personnes qui entretiennent les bretelles et aires d'autoroutes de l'hexagone.



Plus de 200 personnes ont participé à cette 5e Conférence régionale sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qui s'est tenue dans les locaux de Proman.

Partenariat gagnant pour tous

Dernier témoignage, celui du directeur du Pôle Emploi des Alpes-de-Haute-Provence, [Richard Spinoza](#). Que n'a-t-on pas entendu, depuis des décennies sur l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) devenue Pôle Emploi... « Nous avons changé, évolué grâce à un outil, la MRS (Méthode de recrutement par simulation) qui évalue l'aptitude, l'habileté d'un candidat à exercer tel métier avec des mises en situation au cas par cas. Ces tests sont conçus avec l'employeur à la recherche de main d'œuvre pour détecter le bon profil, c'est un partenariat gagnant pour tous, le demandeur d'emploi, le patron et Pôle Emploi. En

Ecrit par le 12 février 2026

plus, existe désormais un guichet unique, le demandeur d'emploi explique ce qu'il est une fois pour toutes, pas besoin de répéter chaque fois son parcours, ses compétences, ses ambitions ». Richard Spinoza qui est par ailleurs élu dans le Var a cité l'exemple d'un centre commercial dont le futur directeur avait étudié en amont les besoins en vendeurs, chefs de rayons, agents de caisse. « Au départ 1 200 offres avaient été lancées, finalement, grâce à l'anticipation, aux réunions préalables, rencontres, explications, échanges, réunions publiques de tous, 1 600 varois ont trouvé du travail. »

Ouvrir le champ des possibles

Concrètement, au terme de deux heures de débats, et en présence de [Marine Jeantet](#), déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, un premier document, un SPIE (Service public de l'insertion et de l'emploi), était co-signé par le préfet de Région, Violaine Demaret, la préfète des Alpes-de-Haute-Provence et Eliane Bareille, présidente du Conseil Départemental 04.

Quant à l'infatigable Roland Gomez, en plus de la Fondation Proman, il a lancé une autre action à mener, il veut dynamiser les 'Entreprises du Cœur' et trouver '1 000 parrains pour 1 000 enfants', des enfants fragiles de toute la région Sud. « Mon but est d'ouvrir pour eux le champ des possibles en formation, sports, culture mais aussi leur donner de l'amour. » Au départ, il prévoit 1000 à 3000 € par an et par enfant dès l'âge de 10 ans jusqu'à sa majorité, ce qui sur 10 ans coûtera entre 10 et 30M€. « On gagne sa vie avec ce que l'on reçoit mais on la bâtit avec ce que l'on donne », conclut le fondateur de Proman en citant Winston Churchill.

Trop de bla-bla ?

Quant aux jeunes invités à assister à cette conférence régionale sur la pauvreté, à imaginer leur futur travail et à commenter les échanges des débuteurs, ils n'y sont pas allés par 4 chemins. Francs, directs, sans ambage, Schouka, Lisa, Aléna et Anthony ont pris la parole pour conclure qu'il y avait eu « Trop de bla-bla... »

Et malgré tous les dispositifs déployés depuis le début de la crise sanitaire, aide alimentaire, 'Garantie Jeunes', '1 jeune 1 solution' et les 1 098 jeunes embauchés comme apprentis (+ 24% en 1 an dans les Alpes-de-Haute Provence, quand la moyenne est de 52% en PACA et 41% en France), leur parcours n'a pas été un long fleuve tranquille. Et le financement d'un ordinateur, d'un permis de conduire, d'un véhicule même d'occasion, de la location d'un petit studio, ça coûte « un pognon de dingue », expliquent-ils en chœur.

Garde d'enfants : le Vaucluse plutôt bien loti

Ecrit par le 12 février 2026



Selon le rapport annuel de la plateforme [Yoopies](#), la plateforme de garde d'enfants du groupe [Worklife](#) le coût de la garde d'enfants avant aides s'élève en moyenne en France à 3,62€/enfant/heure pour les assistantes maternelles (+0,84%) et 9,42€/heure pour la garde à domicile (+1,18%).

Il existe cependant d'importantes disparités entre les régions. Concernant les assistantes maternelles, en Corse, région la plus onéreuse, les parents devront débourser 4,48€ par heure pour faire garder leurs bouts de chou. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Ile-de-France viennent compléter ce classement avec des tarifs respectifs de 4,22€ et 4,01€ par heure et par enfant. Pour la garde d'enfants à domicile ce podium est constitué de l'Ile-de-France (9,51€/heure) suivie par la région Paca (9,45€/heure) et la Bretagne (9,40€/heure).

Dans la région Sud, c'est le Vaucluse qui affiche les tarifs les plus bas pour les assistantes maternelles (voir tableau ci-dessous). Seuls les départements voisins d'Occitanie et d'Auvergne-Rhône-Alpes sont mieux lotis.

Ecrit par le 12 février 2026

Tarif net moyen 2021 des assistantes maternelles

Département	Tarifs 2021 Assistantes maternelles par heure et par enfant
Alpes-Maritimes	4,41€
Var	4,32€
Bouches-du-Rhône	4,27€
Hautes-Alpes	4,19€
Hérault	4,13€
Alpes-de-Haute-Provence	4,09€
Vaucluse	4,06€
Gard	3,92€
Drôme	3,77€
Ardèche	3,62€
Moyenne Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,22€
Moyenne France	3,62€

Pour la garde à domicile, si les Alpes-de-Haute-Provence sont plus abordables, le coût moyen en Vaucluse reste toutefois inférieur qu'en région. Bien loin des Hautes-Alpes et des Alpes-Maritimes (voir tableau 'Tarif net moyen 2021 de la garde à domicile').

Tarif net moyen 2021 de la garde à domicile

Département	Tarifs 2021 Garde à domicile par heure
Hautes-Alpes	9,65€
Alpes-Maritimes	9,55€
Var	9,48€
Hérault	9,44€
Bouches-du-Rhône	9,39€
Vaucluse	9,38€
Gard	9,36€
Drôme	9,36€
Ardèche	9,33€
Alpes-de-Haute-Provence	9,25€
Moyenne Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,45€
Moyenne France	9,42€

Ecrit par le 12 février 2026

De nouveaux besoins de garde à cause du Covid

« La crise du Covid a eu pour effet de bouleverser le secteur de la garde d'enfants, explique Yoopies. Certaines familles ont moins fait appel aux grands-parents et aux crèches pour des raisons sanitaires, le recours à la garde à domicile a ainsi augmenté. Parallèlement, d'autres familles ont réduit le nombre d'heures de garde (moins de plein temps ou de garde péri-scolaire, plus de garde occasionnelle). Un nouveau mode de garde est d'ailleurs apparu : la garde au domicile des parents en présence de ces derniers. Ainsi, la crise sanitaire et les nouvelles organisations de travail ont rendu encore plus nécessaires les solutions de garde individuelles. »

Pour la mise en place d'un crédit d'impôt instantané

Cependant, le coût de ces services reste encore élevé. Le crédit d'impôt de 50% permet de réduire significativement ce budget mais l'avance de trésorerie nécessaire pendant plus d'un an (15 mois en moyenne) empêche la plupart des familles d'en profiter.

« Si le gouvernement a annoncé l'entrée en vigueur du crédit d'impôt instantané dès janvier 2022 pour tous les services à la personne (ménage, aide à domicile pour les personnes dépendantes, jardinage, etc.), il est regrettable que la garde d'enfants soit la seule activité à ne pas en faire partie », juge la plateforme leader du secteur qui estime par ailleurs que la mise en œuvre du crédit d'impôt instantané pourrait sensiblement redynamiser le secteur de la garde d'enfant, créer de nouveaux emplois et combattre le travail au noir. »

